DIAL 3005

BRÉSIL - Des évêques dénoncent qu'ils sont l'objet de menaces de mort dans le Pará

Adital

dimanche 1er juin 2008, mis en ligne par Dial

La situation dans le Pará, État du nord du Brésil (le deuxième du pays de par son étendue), reste difficile. Comme les textes publiés régulièrement par Dial en témoignent, les luttes des travailleurs ruraux contre les grands propriétaires se soldent souvent par des assassinats, restant la plupart du temps impunis [1]. Ceux qui, dans l'Église catholique, s'engagent du côté des groupes en lutte ne sont pas épargnés par la violence, comme l'a montré l'assassinat de Dorothy Stang [2], le 12 février 2005. Ce texte, publié par Adital le 7 mai 2008 fait état des actions entreprises par 3 évêques du Pará, qui, devant les menaces de mort qu'ils ont reçues, n'entendent pas battre en retraite.

Plus de 300 personnes menacées de mort. Telle est la situation dans le Pará, où la défense des droits humains s'affronte aux intérêts de propriétaires fonciers et de trafiquants, et où la vie humaine se met à avoir un prix, amplement divulgué par les commanditaires. Cette fois, la dénonciation de menaces de mort vient de trois évêques : Don José Luiz Azcona, de Marajó ; Don Flavio Giovenale, d'Abaetetuba, et Don Erwin Kräutler, de Xingú. Ils ont en commun de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants.

La pratique consistant à divulguer le prix offert pour la tête d'un dirigeant « est une apologie du crime. C'est un cri lancé à la conscience de messieurs les députés et sénateurs », a dit Don José Azcona, après avoir demandé que les parlementaires cherchent une solution à la violence du Pará. En plus de l'exploitation sexuelle de petites filles, l'évêque de Marajó a dénoncé le trafic de femmes – spécialement vers la Guyane Française – et l'absence d'un plan de développement pour la région qui soit à l'écoute la population locale.

Hier matin (6 mai 2008), les évêques étaient à Brasilia, où ils ont déposé plainte devant le Conseil de défense des droits de la personne humaine (CDDPH) et, l'après-midi, ils ont participé à une audition publique organisée par la Commission de l'Amazonie de la Chambre des députés. Pendant l'audition, ils ont dénoncé la situation dans leurs régions. Le curé d'Anapu, le père José Amaro Lopes de Souza, qui est aussi menacé de mort, a pris part à l'audition.

L'évêque de Xingú, Don Erwin Kräutler, est accompagné par trois policiers 24 heures sur 24. « J'ai perdu la liberté d'aller et de venir et d'exercer la mission que j'ai comme évêque », a-t-il dit. La raison ? Ne pas s'être tu devant la mort de Sœur Dorothy et avoir exigé le châtiment pour l'assassin et l'auteur intellectuel – le commanditaire – du crime. Il a aussi dénoncé l'existence « d'un cartel du crime » dans la région, et, bien qu'il vive dans un climat de « terrorisme psychologique », il a affirmé qu'il ne quittera pas Altamira.

Une commission du CDDPH rendra visite aux autorités du Pará les 19 et 20 mai. Parmi les revendications des évêques, on trouve : une plus grande présence de l'État pour empêcher la violence, une investigation rigoureuse pour savoir d'où viennent les menaces faites aux dirigeants, un châtiment exemplaire pour les

criminels et la sécurité pour ceux qui sont menacés. Pour Don Azcona, ces menaces indiquent que « la société est malade, moribonde et que la citoyenneté n'existe pas ».

Un rapport sur l'audition d'hier sera remis au président Luis Inácio Lula da Silva, pour qu'il connaisse la situation de violence dans le Pará. La présidente de la Commission pour l'Amazonie, Janete Capiberibe, a déclaré qu'elle demandera au président de constituer un groupe de travail pour chercher des solutions.

L'évêque d'Abaetetuba, Don Flavio, a expliqué qu'il est nécessaire que l'État agisse à la fois du côté de la répression des crimes et de la prévention pour que les problèmes trouvent une solution. Il a demandé que le combat contre la violence passe aussi par des améliorations dans l'éducation car la région soufre d'un indice élevé d'absentéisme scolaire.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3005.
– Traduction d'Alain Durand pour Dial.
– Source (espagnol) : Adital, 7 mai 2008.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir par exemple DIAL 2787 – « BRÉSIL - Du syndicaliste João Canuto à la sœur Dorothy, l'impunité continue », 2819 - « BRÉSIL - Pour la première fois dans le sud de l'État du Pará : deux policiers de la police civile sont condamnés pour tortures », 2841 - « BRÉSIL - Discours prononcé par le frère Henri Burin des Roziers, avocat des sans-terre, à l'occasion de la réception du Prix international des droits de l'homme Dominique Trarieux », ainsi que, dans AlterInfos, « BRÉSIL - L'impunité dans le Pará depuis des décennies… et jusqu'à quand ? ».

[2] Voir DIAL 2940 – « BRÉSIL - Le commanditaire du meurtre de Sœur Dorothy est condamné à 30 ans de prison.